

# CONSOMMER LOCAL

L'AVENIR DE L'ALIMENTATION  
EN AFRIQUE DE L'OUEST ?



ACTES DU SÉMINAIRE | PARIS | FÉVRIER 2019

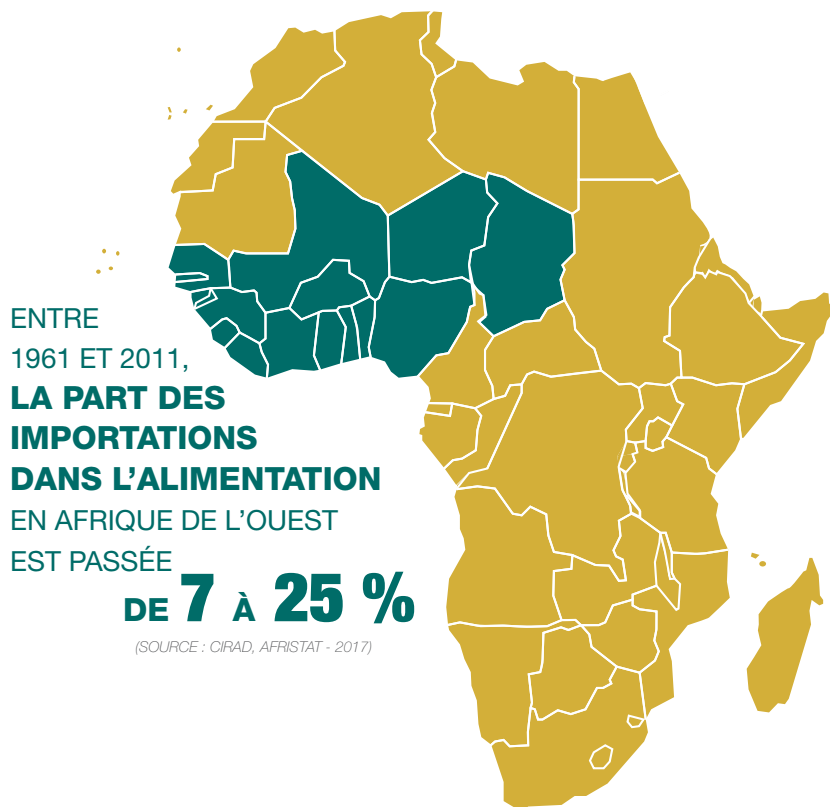
# LES ENJEUX DU CONSOMMER LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

## CONSOMMER LOCAL POUR MOINS DE PAUVRETÉ, PLUS DE RICHESSES ET DE SOUVERAINETÉ

Le programme Pafao soutient le consommateur local en Afrique de l'Ouest, où 20 % de l'alimentation est importée. La facture de près de 50 milliards de dollars pourrait tripler d'ici 2030 et il est peu probable que les recettes d'exportation suffisent à la payer. De plus, les importations à bas prix étouffent l'agriculture familiale qui, pourtant, couvre les besoins de 70 à 80 % de la population. En captant le budget alimentation des familles, la consommation des produits nationaux ou régionaux augmente les ressources qui irriguent les économies ouest-africaines.

“ IL NE PEUT Y AVOIR DE JUSTE RÉMUNÉRATION DES PAYSANS, NI D'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ, SANS UN MINIMUM DE PROTECTION AUX FRONTIÈRES CONTRE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE. ”

HUBERT COCHET, agroéconomiste, AgroParisTech



## DÉVELOPPER LE CONSOMMER LOCAL, C'EST ...

- promouvoir les produits locaux issus de l'agriculture familiale paysanne
- créer des chaînes de valeur profitables aux producteurs et aux consommateurs
- développer l'agroécologie pour une production durable et une alimentation saine
- dépasser les marchés de niche et accéder aux marchés de masse

« Est-il possible de financer l'agriculture familiale par le pouvoir d'achat des consommateurs urbains ?

**Oui !**

En changeant d'échelle, le consommateur local ramènera en zone rurale cette manne qui, à cause des importations, part aujourd'hui vers l'Asie, l'Europe ou les États-Unis d'Amérique... »

KOMI ABITOR  
Directeur d'Entreprises Territoires  
Développement (ETD), Togo

## POUR DES POLITIQUES COMMERCIALES MOINS DOMMAGEABLES AU CONSOMMER LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'ampleur des importations questionne la responsabilité de l'Europe, premier partenaire commercial de la région. Par exemple, l'orientation agroexportatrice de la Politique agricole commune (Pac) nuit au développement des filières ouest-africaines sans constituer une solution pour que les paysans français vivent dignement de leur travail. Le programme Pafao défend :

- une souveraineté alimentaire dans les deux zones pour y promouvoir le consommé local ;
- le respect du principe de cohérence des politiques européennes avec le développement de l'agriculture familiale ouest-africaine.



**GUILLAUME DUTEURTRE**

Chercheur au Cirad

### LE CAS DE LA POUDRE DE LAIT : FACE À LA CONCURRENCE DES IMPORTATIONS EUROPÉENNES, LA PRODUCTION LOCALE DE LAIT AFRICAIN A-T-ELLE UNE CARTE À JOUER ?

“**M**es recherches visent à essayer de comprendre s'il est possible de créer un marché laitier à “visage humain” en Afrique de l'Ouest. Actuellement, la production de lait local est soumise à une forte concurrence internationale. Dans ce contexte, est-il possible de construire des règles protégeant les producteurs et les consommateurs face à un système qui risque d'engendrer de nouvelles inégalités ? Je pense que oui.

Aujourd'hui, les consommateurs locaux sont trompés sur la nature des produits importés. Ils croient consommer du lait alors qu'il s'agit de produits mélangés à des huiles végétales. Il faut donc équiper les États pour qu'ils limitent ces tromperies et protègent les consommateurs. Paradoxalement, on constate aussi un intérêt croissant des industriels pour le lait frais local, qui leur permet de produire des produits de qualité. Cet engouement doit être conforté par des réglementations et des investissements favorables à la collecte de lait local afin de contribuer à mieux répartir les revenus au sein de la chaîne de valeur.

”

« L'impact pour l'Afrique de l'Ouest de l'orientation agroexportatrice de la Pac est aggravé par la fin des quotas laitiers depuis 2015, par la capacité d'accélération de la production si elle n'est pas régulée par l'Europe et par la perception que “Le marché d'avenir, c'est l'Afrique !” »

DAOUDA DIAGNE, sociologue rural

### LES DÉFIS POUR LA PROGRESSION DU CONSOMMER LOCAL

- Changer d'échelle pour répondre aux enjeux environnementaux et démographiques
- Développer des politiques publiques pour soutenir la production nationale, protéger les produits locaux et favoriser la souveraineté alimentaire
- Développer les alliances pluri-acteurs (*production, transformation, distribution, consommation*) pour structurer un système alimentaire plus durable et solidaire



# SIX CONDITIONS POUR CHANGER D'ÉCHELLE

## 1 CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS

Face aux externalités négatives du système alimentaire mondialisé, il est impératif de réorganiser les filières, de créer une dynamique collective dans un espace géographique de proximité, de développer les circuits courts et les échanges entre territoires.

- Favoriser des filières locales diversifiées répondant aux attentes des consommateurs.
- Sensibiliser les populations aux bienfaits du consommer sain et local.
- Renforcer le soutien des politiques publiques et locales en faveur du consommer local, entre autres par le biais des achats publics.



Changer d'échelle c'est permettre à des initiatives réussies de grandir, ou de se démultiplier, et/ou d'être reprises par des politiques publiques. Pour conquérir les consommateurs à prix « justes » pour les producteurs, de nombreuses conditions doivent être réunies. En voici six.

**N'OUBLIONS PAS QUE PLUS DE 60 %**

**DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE OUEST-AFRICAINE**

**EST UNE CONSOMMATION DE PRODUITS LOCAUX.**

SYLVAIN BERTON, directeur des opérations, Agrisud International



## 2 CRÉER

### DE NOUVEAUX PARTENARIATS ENTRE PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS

À première vue, les supermarchés constituent un débouché pour la production ouest-africaine. Mais attention, ils mettent en danger les producteurs locaux.

- Faire respecter les conditions du changement d'échelle du consommer local lors de construction d'alliances entre producteurs, transformateurs et gros distributeurs.
- Structurer les organisations paysannes et les représentants des métiers artisanaux afin de défendre des conditions de rémunération justes.
- Amener l'État à jouer son rôle de régulateur afin de garantir l'accès à des produits locaux et sains.



**NOUS AVONS LANCÉ UN CADRE DE DIALOGUE. AU BURKINA, CELA PREND. LES SYSTÈMES DE FINANCEMENT DÉCENTRALISÉS DISCUTENT DE L'OFFRE, DE LA DEMANDE. CELA A PERMIS QUE DES BANQUES ACCOMPAGNENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES. CONTINUONS À AIDER LES DÉCIDEURS À AVOIR UNE BONNE VISION POLITIQUE.**

OUSSEINI OUÉDRAOGO, secrétaire exécutif du Roppa



## 3 TROUVER DES MODES DE FINANCEMENT INNOVANTS

La législation de la Cedeao et des banques centrales, les outils peu adaptés à la nature des organisations paysannes limitent le financement de l'agriculture. Le taux de crédit très élevé est incompatible avec l'activité agricole qui ne peut rembourser plus de 3 % par an !

- Soutenir l'accès au marché local : la garantie de débouchés rassure les financeurs et facilite l'investissement.
- Créer des moyens de financements adaptés aux maillons de la production et de la transformation, accompagnés de systèmes d'appui-conseil.



# ET CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET SOLIDAIRES

# 4

## DONNER PLUS DE PLACE AUX FEMMES ET AUX JEUNES

En Afrique de l'Ouest, les agricultrices contribuent à la production de 80 % des denrées alimentaires de base. Cependant, elles ne représentent que 8 % des propriétaires fonciers et accèdent à seulement 10 % du crédit disponible.

Les jeunes, plus de 64 % de la population, sont aussi sous-représentés dans les espaces de décision et peinent à accéder aux ressources.

- Renforcer leur accès à la formation, au foncier et aux financements afin de favoriser leur autonomie économique.
- Donner du pouvoir aux femmes et accroître leur représentation dans les instances collectives.
- Intégrer des actions en faveur des femmes et des jeunes dans les politiques publiques et les programmes soutenus par les bailleurs.



**IL FAUT ÉVITER DE CONSIDÉRER LES FEMMES ET LES JEUNES À PART, IL FAUT RAISONNER SOUS L'ANGLE EXPLOITATIONS FAMILIALES**

YORO THIOYE, *conseiller en politique agricole du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)*



**AU-DELÀ DES SEMENCES, IL Y A UN SAVOIR, UNE IDENTITÉ AUTOUR DES SEMENCES. LE PAYSAN S'IDENTIFIE À SES SEMENCES.**

NDIAKHATE FALL, *secrétaire général de l'Union des groupements paysans de Meckhè (UGPM)*



## DÉVELOPPER L'AGROÉCOLOGIE

L'agroécologie est bien plus qu'un mode de culture respectueux des écosystèmes, c'est une approche de transition agricole globale, dans un contexte de changement climatique.

- Autonomiser les producteurs en développant des filières de production, transformation et distribution solidaires, durables et intégrant les particularités des territoires.
- Élaborer des outils collaboratifs pour l'appropriation et le partage des connaissances.
- Nourrir un plaidoyer en faveur d'un meilleur accompagnement financier du changement d'échelle des pratiques.



## GARANTIR UN DROIT AUX SEMENCES

Aujourd'hui un petit nombre de multinationales domine le marché des semences et impose ses règles : propriété intellectuelle, exclusion des semences paysannes de la commercialisation...

- Défendre le développement de systèmes semenciers paysans et locaux, indispensables pour une production diversifiée et une alimentation nutritive.
- Rendre effective la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui inclut le droit d'usage des semences paysannes.



**L'AGROÉCOLOGIE PERMET DE CRÉER DU LIEN SOCIAL ET DONC UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE. C'EST UN PROFOND CHANGEMENT DE REGARD SUR LES AUTRES ET NOTRE ENVIRONNEMENT.**

CLOTILDE BATO, *déléguée générale de SOL*

# CELLES ET CEUX QUI FONT LE CONSOMMER LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST



**AMADOU  
KANOUTÉ**

DIRECTEUR EXÉCUTIF  
*Cicodev Africa*

« Notre bataille, c'est que le consommateur puisse accéder à un produit qui est juste : rémunérateur pour l'agriculteur, accessible au consommateur et produit dans des conditions durables. »

Cicodev est une organisation de consommateurs. Pour nous, la solution est dans l'économie circulaire, qui prend en compte à la fois la production, la consommation, le transport, la distribution et le recyclage des déchets. Ainsi, nous pensons qu'il faut miser sur le consommateur local qui va créer de la richesse localement.



**GALAYE  
SECK**

PRÉSIDENT  
*de la Commission Agriculture  
du Conseil départemental de Rufisque*

« Nous devons créer des alliances internationales pour le consommateur local. Une bataille se mène avec tous les convaincus. »

L'approvisionnement de nos villes par la production locale, ce qui fait notre force, est menacé. Le Conseil départemental a construit avec les ONG partenaires GRDR et Cicodev, un Plan alimentaire territorial. Dans neuf écoles, les organisations paysannes locales approvisionnent aujourd'hui les cantines scolaires. Ce sont plus de 1000 producteurs qui sont impliqués dans cette démarche résolument tournée vers l'agriculture durable.

>> Retrouvez les paroles des autres participants sur [WWW.ALIMENTERRE.ORG](http://WWW.ALIMENTERRE.ORG)

« Si on utilise ces pesticides qui vont détruire nos terres, il arrivera un moment où nos enfants ne produiront plus ! »

**MAME  
CISSÉ DIOP**

COORDINATRICE  
*du Réseau des organisations des femmes productrices  
de la Casamance (Roprocas)*



Nous souhaitons cultiver une nourriture saine et nous nous sommes spécialisées dans l'agroécologie. Ça n'a pas été facile, il a fallu sensibiliser la communauté pour que tout le monde comprenne le rôle d'une femme qui gère son exploitation agricole.

« Le consommateur local commence par l'approvisionnement des collectivités publiques en produits alimentaires issus de l'agriculture familiale ! »

**BERNADETTE  
OUATTARA**

RESPONSABLE  
*de la recherche de fonds et de la communication, Rikolto*



Nous avons une incroyable variété de produits dans nos assiettes, mais si on ne change pas le mode d'exploitation actuel, les générations à venir ne pourront pas se nourrir. Notre expérience montre que les achats institutionnels ont beaucoup d'effets vertueux. Ils demandent en particulier aux agriculteurs de se conformer aux exigences du marché. Si les cantines scolaires, les hôpitaux, les administrations publiques consomment local, un chemin important sera parcouru !

**OUMY SECK  
N'DIAYE**

PRÉSIDENTE  
*du Centre d'écoute et d'encadrement  
pour un développement durable (CEEDD)*



« C'est à nous de faire en sorte que le consommateur local devienne naturel. C'est à portée de main ! »

Au sein du CEEDD, nous travaillons de la graine à l'assiette. Pour cela, nous avons développé des jardins familiaux dans les maisons de Thiès. Cette agriculture urbaine permet aux femmes d'avoir une activité économique et d'améliorer la qualité de leur alimentation, en ayant un meilleur accès aux légumes et fruits frais. C'est de l'autonomisation avec un A majuscule.

# PAROLES

## DE CHERCHEURS, DE BAILLEURS ET DE RESPONSABLES POLITIQUES

### FRANÇOIS COLLART DÜTILLEUL



PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ DE NANTES  
*spécialiste du droit à l'alimentation  
et de la démocratie alimentaire*

**Q**uand on raisonne de la fourche à la fourchette, on mange ce que d'autres décident. Il faut donc réfléchir de la fourchette à la fourche. Il ne suffit pas d'être mangeur, il faut être citoyen. Consommer local, c'est révolutionnaire.

### ÉMILE FRISON



MEMBRE DU PANEL INTERNATIONAL D'EXPERTS  
*sur les systèmes alimentaires durables, Ipes-Food*

**M**ettons-nous à mesurer ce qui est vraiment important pour les humains : à quoi sert un rendement élevé si on produit des calories vides, sans intérêt nutritif ? Commençons par le niveau local car il est plus facile de mettre autour de la table tous les acteurs concernés. Et la reconnaissance internationale de l'agroécologie, par la FAO par exemple, est un appel à tous à profiter de cette porte ouverte pour une mise à échelle.

### YVES LE BARS



PRÉSIDENT  
*du Comité Français pour  
la Solidarité Internationale  
(CFSI)*

**L**e changement climatique et les risques environnementaux inhérents rendent les défis plus grands. La solution réside dans la création d'alliances afin de mieux répartir la valeur ajoutée – et notamment mieux rémunérer les paysannes, les paysans et les métiers artisanaux de l'aval des filières – et permettre l'accès des consommateurs à une alimentation saine, nutritive, en quantité suffisante.

### IBRAHIMA COULIBALY



PRÉSIDENT  
*du Réseau des organisations paysannes et des producteurs  
agricoles d'Afrique de l'Ouest (Roppa)*

**L**a relocalisation des systèmes alimentaires est au cœur des problématiques actuelles. Pour prendre nos destins en main, il faut redonner le pouvoir aux gens, afin qu'ils redeviennent maîtres de leur destin. Pour transformer nos rêves en réalité, il faut avoir foi en ces alternatives solidaires. Croyons en ce combat !

### CHRISTIAN FUSILLIER



RESPONSABLE  
*de la division Agriculture, développement rural et biodiversité  
de l'Agence française de développement (AFD)*

**L**e changement d'échelle passe par une amélioration de la circulation des marchandises au sein des pays et entre les pays d'une part, et des capitales aux villes secondaires d'autre part. L'État doit s'assurer que les filières agricoles sont structurées et fortes : les organisations paysannes doivent avoir la capacité de négocier avec les entreprises.

# CONSOMMER LOCAL

## L'AVENIR DE L'ALIMENTATION

### EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

Cette publication rend compte de points saillants des débats qui se sont tenus lors du séminaire international organisé à Paris les 26, 27 et 28 février 2019, à l'occasion des 10 ans du programme Pafao et des 50 ans de la Fondation de France, en partenariat avec le Roppa et AgroParisTech.

Créé en 2009 suite aux émeutes de la faim, le programme Pafao est progressivement devenu une communauté de réflexion, une dynamique d'accompagnement de processus pluriacteurs incluant des producteurs, des transformateurs, des distributeurs, des consommateurs, des chercheurs et des décideurs politiques. Plus de 230 initiatives développant le consommer local et diverses expériences de changement d'échelle ont pu être capitalisées et valorisées à travers la publication *Les batailles du consommer local en Afrique de l'Ouest*. Aussi, le séminaire a permis d'analyser et débattre sur les avancées, freins, enjeux et défis. Des perspectives d'actions collectives et mobilisatrices ont été identifiées pour tendre vers un changement d'échelle du consommer local dont les sillons se dessinent progressivement : une transition vers des systèmes alimentaires agroécologiques, territorialisés et pluriacteurs mobilisant les énergies au Sud et au Nord ; un engagement citoyen et institutionnel pour des transformations remettant l'humain au centre et réconciliant l'économie, la science et l'environnement... En somme, différentes pistes pour « penser local et agir global » et oser le changement au risque d'être considérés comme des « rêveurs » ... à qui l'avenir finira par donner raison !

#### LE PROGRAMME PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

IL SOUTIEN LES INNOVATIONS LOCALES ET PAYSANNES OUEST-AFRICAINES QUI FAVORISENT LA CONNEXION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE DURABLE AUX MARCHÉS. IL PERMET DE MIEUX RÉMUNÉRER LES PAYSANNES ET LES PAYSANS, AINSI QUE LES MÉTIERS ARTISANAUX DE L'AVAL DES FILIÈRES ET DE RENDRE ACCESSIBLE À TOUS LES CONSOMMATEURS UNE ALIMENTATION Saine ET NUTRITIVE.

##### LE PAFAO C'EST :

- DES PARTENARIATS ENTRE PLUS DE 150 ORGANISATIONS OUEST-AFRICAINES ET 80 ORGANISATIONS EUROPÉENNES
- 234 PROJETS DANS 14 PAYS
- 180 000 PRODUCTEURS ET 25 000 TRANSFORMATEURS ACCOMPAGNÉS, DONT 40 % SONT DES FEMMES
- 3 MILLIONS DE CONSOMMATEURS CONCERNÉS

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (sous égide de la Fondation de France) et de l'Agence française de développement (AFD). Seed Foundation et Jafowa participent également au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme. Le présent document bénéficie du soutien financier de l'AFD, son contenu ne représente pas forcément les opinions de l'AFD.



Édité en mai 2019 par le CFSI [www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr) - [www.alimenterre.org](http://www.alimenterre.org) et la Fondation de France [www.fondationdefrance.org](http://www.fondationdefrance.org)  
La reproduction de tout ou partie de cette publication est autorisée à la condition expresse de mentionner la source.

Conception rédactionnelle et graphique : Jokkoo conseil et la Fabrique Rouge - [www.lafabriqueroche.com](http://www.lafabriqueroche.com) • Crédits photos : photo de couverture Africanway, photo p.3 Gret, Burkina Faso.